

ROCAL

REGROUPEMENT D'ORGANISMES
CULTURELS ET D'ARTISTES LAVALLOIS

REVUE DE PRESSE du ROCAL
1^{er} janvier au 31 décembre 2025

⇒ 22 janvier 2025, La Presse, « Grande mobilisation pour les arts au Québec : Comment l'âme d'une nation à 0,13% du budget? », Jean Siag.

<https://www.lapresse.ca/arts/2025-01-22/grande-mobilisation-pour-les-arts-au-quebec/comment-etre-l-ame-d-une-nation-a-0-13-du-budget.php>

24/01/2025 08:55

Grande mobilisation pour les arts au Québec | « Comment être l'âme d'une nation à 0,13 % du budget ? » | La Presse



ARTS

Grande mobilisation pour les arts au Québec

« Comment être l'âme d'une nation à 0,13 % du budget ? »



PHOTO DOMINICK GRAVEL, LA PRESSE

Environ 200 artistes de diverses disciplines ont convergé vers le centre-ville, mercredi, pour réclamer une hausse du budget en culture.

Environ 200 artistes ont bravé le froid, mercredi après-midi, devant les bureaux du premier ministre François Legault, au centre-ville de Montréal, pour réclamer une hausse du financement accordé au Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).

Publié le 22 janvier



JEAN SIAG
La Presse



C'est avec la pièce *Money*, de Pink Floyd, que le rassemblement a démarré, réunissant des artistes de toutes les disciplines. Le petit groupe de militants, pancartes en main, s'est agrandi peu à peu, occupant tout l'angle de la rue Sherbrooke et de l'avenue McGill College.

Concrètement, les artistes demandent au gouvernement de M. Legault de porter à 200 millions les crédits permanents du CALQ dès la prochaine année financière. Une demande formulée en premier par le Front commun pour les arts québécois au mois d'octobre dernier.

Ce Front commun, qui réunit près d'une vingtaine d'organismes culturels – dont le Regroupement des artistes en arts visuels (RAAV), le Conseil québécois du théâtre (CQT) et l'Association professionnelle des diffuseurs de spectacles (RIDEAU) –, avait notamment réclamé que ces crédits soient récurrents et indexés au coût de la vie.



PHOTO DOMINICK GRAVEL, LA PRESSE

Plusieurs pancartes traduisaient le ras-le-bol des artistes, qui sont majoritairement des travailleurs autonomes.

La manifestation de mercredi, la troisième depuis la formation de la Grande mobilisation pour les arts au Québec (GMAQ) au mois de mars dernier, a également attiré des membres de la formation politique Québec solidaire, dont Manon Massé, croisée sur les lieux.

« C'est mon quartier et les artisans de notre culture sont profondément inquiets face aux décisions de la CAQ. Le gouvernement répète que la culture est importante, mais il ne tient pas compte des demandes du milieu. On a besoin de ces artistes qui sont le ciment de notre société. »

— Manon Massé

De nombreux artistes visuels étaient présents. Parmi eux, Normand Rajotte, un photographe qui travaille dans le milieu culturel depuis 45 ans. Avec sa pancarte « Arts visuels invisibles », il veut sensibiliser le public à la situation de ces travailleurs qui, comme lui, peinent à joindre les deux bouts.



PHOTO DOMINICK GRAVEL, LA PRESSE

Le rassemblement avait lieu devant les bureaux du premier ministre François Legault, à l'angle de la rue Sherbrooke et de l'avenue McGill College.

« Je le fais pour les jeunes artistes, qui ont de moins en moins d'endroits pour exposer leurs œuvres et qui courent après de très rares bourses », nous dit M. Rajotte, qui a dû multiplier les contrats d'entreprise pour survivre.

Le milieu théâtral était également bien représenté. Outre la comédienne Tania Kontoyanni, qui dirige l'Union des artistes (UDA), *La Presse* a croisé le comédien Jean-François Casabonne, ainsi qu'Éric Cabana, enseignant à l'École nationale de théâtre.

« C'est difficile pour les jeunes diplômés de l'École. Ils sont face à un cul-de-sac financier. Plusieurs d'entre eux forment des compagnies en sortant de l'École, mais il n'y a pas assez de fonds pour tout le monde. Bien souvent, ils s'endettent pour produire des spectacles. »

— Éric Cabana, comédien et enseignant à l'École nationale de théâtre

Sarah Tremblay, membre de la GMAQ, a été la première à prendre la parole. Elle a insisté sur l'importance de « sortir les artistes de la précarité ». « Nous ne sommes pas les aidants naturels de notre société qui est malade », a-t-elle scandé, sous les applaudissements de la foule qui l'entourait.



PHOTO DOMINICK GRAVEL, LA PRESSE

Sarah Tremblay, membre de la Grande mobilisation pour les arts au Québec

Les membres de la GMAQ ont annoncé qu'une manifestation aurait lieu tous les 22 du mois, « jusqu'à ce qu'on soit entendus ». Plusieurs ont évoqué les problèmes financiers de l'Orchestre Métropolitain, rapportés par *La Presse* mardi. « Imaginez nous ! »

Hugo Fréjabise a également pris la parole. Le jeune comédien et metteur en scène est revenu sur les propos des deux derniers ministres de la Culture et des Communications et du premier ministre François Legault, qui ont souvent vanté le travail des artistes québécois, notamment pendant la pandémie.



PHOTO DOMINICK GRAVEL, LA PRESSE
Hugo Fréjabise, comédien et metteur en scène

« Il a souvent été dit que les artistes étaient l'âme de notre nation. Mais comment être l'âme d'une nation à 0,13 %, qui est la part du budget total consacré à la culture par le gouvernement ? »

— Hugo Fréjabise, comédien et metteur en scène

Une information qui a été contredite par le ministère de la Culture et des Communications, qui évalue la part totale du budget gouvernemental consacré à la culture à 0,76%.

La chorégraphe Margie Gillis a aussi pris le micro. « Nous sommes reconnus pour notre inventivité et notre nature sauvage, a-t-elle dit. Nous sommes capables de faire beaucoup avec peu d'argent, mais nous avons besoin d'aide pour diffuser nos œuvres », a-t-elle soutenu.

Quelques artistes s'en sont pris directement au premier ministre en scandant des « Fuck Legault, taxe le hockey et donne-nous le cash ». Un ton que n'a pas apprécié le ministre de la Culture et des Communications, Mathieu Lacombe, qui a suivi le rassemblement sur les réseaux sociaux.

« Je pense que malgré les besoins du milieu, c'est important d'avoir un dialogue constructif et respectueux, a-t-il dit à *La Presse*. On doit se garder d'emprunter la route des insultes, comme ce que j'ai entendu, ou alors d'y aller d'exagérations, [par exemple en affirmant que nous sommes] un gouvernement de la droite conservatrice qui méprise les artistes. Je pense qu'on a démontré qu'on est au centre et qu'on croit dans la culture. »

M. Lacombe affirme être en discussion avec différents groupes, que ce soit la GMAQ ou les leaders du Front commun pour les arts, depuis plusieurs semaines.



PHOTO DOMINICK GRAVEL, LA PRESSE

L'artiste visuel et photographe Normand Rajotte est venu en soutien aux jeunes, qui peinent à vivre de leur art.

« Je suis prêt à discuter des revendications de ces groupes pour voir comment on peut répondre à leurs besoins, mais c'est sûr que porter le budget du CALQ à 200 millions dès l'an prochain, ça n'arrivera pas parce qu'on n'en a pas les moyens. Mais nous sommes quand même prêts à voir comment on peut bonifier graduellement le budget du CALQ et aussi à revoir la manière dont l'argent est dépensé. »

— Mathieu Lacombe, ministre de la Culture et des Communications

L'automne dernier, le Front commun pour les arts avait déploré le fait que le budget du CALQ était passé de 185 millions en 2022-2023 à 172 millions en 2023-2024, pour s'établir à 160 millions en 2024-2025. Le ministre Mathieu Lacombe avait par la suite

injecté une somme de 10 millions additionnelle pour faire remonter le budget à près de 170 millions.

Il reste qu'un nombre important de demandes de financement ont été refusées durant les dernières années. La GMAQ déplore que durant l'exercice 2023-2024, plus de 70 % des demandes reçues par les programmes destinés aux artistes aient été refusées.

« Il y a des discussions à avoir sur ce qu'on doit financer, admet le ministre de la Culture et des Communications. Est-ce qu'on veut prioriser les organismes ? Les institutions ? Les artistes ? Il faut faire des choix, mais nous allons poursuivre nos discussions avec tous les groupes. »

⇒ Radio-Canada, 25 mars 2025, « Budget du Québec : le financement du CALQ haussé à 200 M\$ par année », Charles Rioux.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2150502/budget-culture-financement-calq-hausse>

Info | Arts | Culture | Budget du Québec 2025

Budget du Québec : le financement du CALQ haussé à 200 M\$ par année



Le ministre de la Culture et des Communications du Québec, Mathieu Lacombe (Photo d'archives)
PHOTO : RADIO-CANADA / SYLVAIN ROY ROUSSEL

 Charles Rioux

Publié le 25 mars 2025 à 17 h 40 HNE

Mis à jour le 25 mars 2025 à 18 h 56 HNE

 Écouter l'article | 7 minutes



Le milieu de la culture attendait de pied ferme le budget du Québec 2025-2026, dévoilé mardi par le ministre des Finances, Eric Girard. Les artistes et les artisans de la province auront de quoi se réjouir, puisque le gouvernement Legault a annoncé une hausse du financement du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) à 200 millions de dollars par année, comme le réclamaient plusieurs organismes.

2025/03/25 11:47

Budget du Québec : le financement du CALQ haussé à 200 M\$ par année | Radio-Canada

Pour ce faire, le gouvernement prévoit 317,9 millions de dollars sur cinq ans, qui permettront d'augmenter le financement des programmes du CALQ à 200 millions de 2025-2026 à 2027-2028, donc sur trois ans.

C'était l'une des revendications principales du Front commun pour les arts, qui regroupe plusieurs associations et regroupements d'artistes et qui a organisé plusieurs manifestations dans les derniers mois à Montréal pour mettre de la pression sur le gouvernement.

« Les 21 organismes du Front commun pour les arts accueillent avec satisfaction le budget présenté le 25 mars 2025 et en remercient les ministres Eric Girard et Mathieu Lacombe », a déclaré le Front commun dans un communiqué.

« De cette somme [de 200 millions \$ sur trois ans], une part importante a été pérennisée. Ainsi, la portion permanente passe de 106 millions \$ à environ 165 millions \$. Cette avancée assurera une meilleure prévisibilité, laquelle était au cœur des revendications. »

« Ces sommes agissent comme une reconnaissance à l'égard du fait que notre culture est menacée et qu'elle requiert sa juste place parmi les vecteurs socioéconomiques et identitaires de notre société. »

— Le Front commun pour les arts

Une sécurité pour contrer la « réduplication artistique »

Le Front commun pour les arts, qui a été créé en octobre dernier, regroupe entre autres l'Union des artistes (UDA) et le Conseil québécois du théâtre (CQT), qui ont tous deux affirmé être satisfaits du budget provincial 2025-2026.

« Ça va permettre aux artistes de travailler avec un peu plus de dignité, parce que le budget nous dit que le gouvernement reconnaît le rôle important de la culture dans notre société, particulièrement quand on traverse des crises. Je pense qu'on va peut-être avoir le cœur un peu plus léger », a affirmé Tania Kontoyanni, présidente de l'UDA.



Tania Karlojanni, présidente de l'Union des artistes

PHOTO : JUDY SERRAVALLO

Même son de cloche chez Caroline Gignac, directrice générale du CQT. « Ça assure une sécurité du milieu, ce qui va mettre un frein à des annonces de fermeture et à des questionnements artistiques », a-t-elle expliqué.

« Les budgets à l'heure actuelle donnaient très peu de marge de manœuvre pour répondre à une volonté artistique. On appelle ça la réduction artistique, notamment par la multiplication des pièces en solo et sans décor. »

« On a habitué le Québec à un théâtre qui innove, et on ne voulait pas perdre ce lien privilégié avec le public, qui est habitué à être étonné. »

— Caroline Gignac, directrice générale du Conseil québécois du théâtre

544 M\$ sur 5 ans pour la culture et le patrimoine québécois

En tout, l'enveloppe budgétaire pour la culture et le patrimoine québécois se chiffrera à 544 millions de dollars sur cinq ans. En plus de la bonification du financement du CALQ, ces sommes permettront de poursuivre le soutien aux entreprises culturelles par l'intermédiaire de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Cette dernière se verra octroyer 164,2 millions de dollars sur cinq ans, une somme qui lui permettra de « maintenir plusieurs initiatives visant notamment à concevoir des œuvres télévisuelles à fort potentiel, à promouvoir leur diffusion ainsi qu'à soutenir les producteurs d'expériences numériques ».

Le gouvernement prévoit aussi 7,4 millions de dollars sur trois ans pour appuyer le virage numérique des médias écrits (5,4 millions) et de Télé-Québec (2 millions).

Sur l'enveloppe de 544 millions de dollars, 33,9 millions sont prévus pour préserver le patrimoine québécois. Des sommes qui permettront entre autres de poursuivre les activités du Fonds du patrimoine culturel québécois (30 millions) et de restaurer la maison René-Lévesque, située à New Carlisle, en Gaspésie (1,4 million).

En plus des 544 millions de dollars annoncés pour la culture et le patrimoine, le budget prévoit un montant de 172,5 millions de dollars pour « promouvoir l'identité du Québec », avec des objectifs comme « mettre en valeur la langue française, assurer des services de qualité aux personnes immigrantes et créer un observatoire de recherche sur les enjeux constitutionnels du Québec », explique-t-on dans le Plan budgétaire.

Plus d'argent pour les festivals

Le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI), qui rassemble plusieurs grands événements culturels de la province, s'est également réjoui du budget présenté mardi par le gouvernement Legault.

« Le RÉMI accueille très favorablement le budget du Québec 2025-2026 qui renferme pour ses membres une bonne nouvelle immédiatement et une excellente nouvelle pour l'année prochaine et les suivantes », a affirmé dans un communiqué le regroupement, qui compte parmi ses membres Igloofest, Piknic Électronik, les Francos de Montréal, le Festival international de jazz de Montréal, le Festival d'été de Québec et Juste pour rire Montréal.



La première édition d'Oplofest à Gatineau, au mois de février dernier.

PHOTO : RADIO-CANADA / MARISA BELLAVANCE

Il salue entre autres la bonification de l'enveloppe du Programme d'aide financière aux festivals et aux événements majeurs, qui passe de 30 millions à 35 millions de dollars par année. Il souligne également la bonification du budget du CALQ et de la SODEC.

« Alors que le RÉMI a récemment entamé sa 25^e année d'existence, le soutien continu du gouvernement du Québec constitue un véritable baume pour les événements, quand on sait qu'ils font face à de multiples défis comme la baisse de la valeur du dollar canadien, le degré faiblissant de participation du gouvernement fédéral et la hausse importante des frais d'exploitation », a expliqué le PDG du RÉMI, Martin Roy.

Avec les informations de Rose St-Pierre

⇒ Ville de Laval, Communiqué de presse, 3 juin 2025, « Laval rend hommage à Lysane Gendron en nommant son futur centre de création artistique professionnelle en son honneur. »

<https://www.laval.ca/organisation-municipale/salle-presse/communiques-presse/centre-creation-artistique-professionnelle-hommage-lysane-gendron/>

Laval rend hommage à Lysane Gendron en nommant son futur centre de création artistique professionnelle en son honneur

📅 Ville de Laval - 3 juin 2025, 23h01



17/10/2025 12:44

Laval rend hommage à Lysane Gendron en nommant son futur centre de création artistique professionnelle en son honneur | Ville de Laval

Lors de son dernier conseil municipal, la Ville de Laval a officialisé la dénomination de son futur centre de création artistique professionnelle, qui portera désormais le nom de Centre de création artistique professionnelle Lysane-Gendron. Par ce geste symbolique, la Ville honore la mémoire d'une visionnaire qui a profondément marqué le développement culturel lavallois. Situé au 1675, rue Jacques-Tétreault, au cœur du centre-ville, ce centre, développé en partenariat avec le Regroupement des organismes culturels et des artistes lavallois (ROCAL), ouvrira ses portes en 2027 dans une infrastructure culturelle d'envergure qui accueillera également la nouvelle bibliothèque centrale. Il offrira aux artistes de Laval un environnement de création exceptionnel, comprenant des studios polyvalents, un laboratoire numérique de pointe, des espaces d'exposition, des ateliers collaboratifs, ainsi qu'un espace événementiel et de médiation culturelle.

« Le Centre de création artistique professionnelle Lysane-Gendron représente, sans conteste, le legs le plus emblématique de l'engagement de Mme Gendron envers le développement culturel de Laval. Il était tout naturel que ce lieu, catalyseur de créativité et d'innovation, porte le nom de celle qui a tant fait rayonner notre milieu artistique. En accueillant plusieurs organismes qu'elle a soutenus et en stimulant l'émergence d'une nouvelle génération de créateurs et de créatrices, ce centre prolongera son œuvre. Par cette dénomination, la Ville de Laval rend hommage à une femme d'exception et affirme sa volonté de mieux représenter les femmes dans sa toponymie. »

— Stéphane Boyer, maire de Laval

« Il suffit parfois de la conviction d'une personne pour que toute une communauté s'empare d'un rêve. Lysane Gendron, a joué un rôle déterminant dans le développement culturel de Laval. Elle a littéralement été la courroie de transmission qui a permis de réunir les acteurs du milieu artistique professionnel et les élus municipaux afin que Laval devienne un pôle culturel majeur. Il était tout naturel qu'on rende hommage à cette femme d'engagement et de vision. »

— Mario Borges, président du ROCAL

Un hommage à une bâtisseuse de la culture lavalloise



Lysane Gendron (1961–2023) a consacré près de 30 ans de sa vie à soutenir le développement de la culture dans sa ville natale. Diplômée du Conservatoire d'art dramatique de Montréal et titulaire d'un diplôme de 2^e cycle en développement culturel et touristique de l'Université Laval, elle a d'abord œuvré dans le milieu théâtral avant de rejoindre la Ville de Laval en 2004. Elle y a joué un rôle central dans l'actualisation de la politique culturelle, le soutien à la relève artistique, la mise en place de programmes structurants et l'accompagnement de nombreux organismes culturels.

Les fondements sur lesquels repose le développement culturel lavallois d'aujourd'hui se sont établis sous son leadership : la fondation de l'organisme Culture Laval, le Plan de développement culturel de la région de Laval, le Plan directeur de la Maison des arts, le Plan d'action en patrimoine, la Politique municipale d'intégration de l'art public aux bâtiments et sites municipaux et la vision Métamorphoses créatives du pôle Montmorency. Grâce à sa détermination, sa créativité et son engagement Lysane Gendron a laissé une empreinte indélébile sur le paysage culturel de Laval.

Rappelons que ce projet majeur pour le développement du centre-ville de Laval, le plus grand chantier culturel en cours au Québec, bénéficie d'un appui financier inédit de 44 M\$ du ministère de la Culture et des Communications dans le cadre du programme d'Aide aux immobilisations et de plus de 6 M\$ du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030.

Renseignements additionnels

En savoir plus sur l'infrastructure culturelle au centre-ville

Visionnez la vidéo ↗

Sources

Service des communications et du marketing

Ressources à l'intention des journalistes seulement

450 680-2343

medias@laval.ca ↗



⇒ **Le Devoir, 8 octobre 2025, « Des dépenses culturelles anémiques pour la région de Laval », Catherine Lalonde.**

<https://www.ledevoir.com/culture/923406/depenses-culturelles-anemiques-region-laval>

LEDEVOIR

Des dépenses culturelles anémiques pour la région de Laval

La région reçoit de Québec 44 \$ par habitant pour la culture. La moyenne de la province est de 184 \$ par habitant.

Publié le 8 octobre



Photo: Gabriel Fournier Quelles sont les urgences, pour Culture Laval ? Financer la création, répond du tac au tac sa directrice, Rachel Sansregret.

Catherine Lalonde

La culture à Laval est pauvre. Littéralement. Même en comptant l'argent pour la construction de son nouveau pôle, l'Épicentre-Culturel, au métro Montmorency, qui est le plus gros chantier culturel au Québec, la région reste l'avant-dernière dans l'octroi des dépenses culturelles de Québec. En 2022-2023, ces dépenses s'y élevaient à 44 \$ par habitant. Alors que la moyenne pour l'ensemble de la province est de 184 \$ par habitant.

« Les Lavallois paient autant d'impôts que les Montréalais et que tous les autres contribuables du Québec, mais ils ont beaucoup, beaucoup moins de services culturels ! » déplore Rachel Sansregret, directrice de Culture Laval.

Et ce, alors même que la troisième ville du Québec est en train d'effectuer, depuis un peu plus d'une décennie, un énorme rattrapage culturel, propulsé par la vision de la municipalité.

Dans la province, seule Lanaudière est encore plus mal servie par les dépenses culturelles de Québec, à 41 \$ par habitant. « Et il ne faut pas oublier que le financement de la construction de l'Épicentre-Culturel est venu doubler l'investissement de Québec à Laval récemment. »

Ce qui en fait la région qui a connu la plus forte progression de financement au cours des deux dernières années, mais, « quand le chantier va être terminé, si rien ne change, on s'attend à retomber à 23 \$ par habitant ; et là, on va être vraiment les bons derniers », prévoit M^{me} Sansregret.

Ces données sont tirées d'une nouvelle *Étude sur les retombées économiques du secteur culturel à Laval*, de Raymond Chabot Grant Thornton, commandée par Culture Laval.

L'analyse évalue les dépenses de Québec en culture pour la région à 15,6 millions de dollars par année entre 2018 et 2023. Les revenus d'emploi du secteur culturel, eux, sont chiffrés à 96,2 millions pour 2024.

Qu'est-ce qu'on compte, en art et culture, à Laval ? En vrac : la salle Alfred-Pellan, le Symposium de Sainte-Rose, la Société littéraire de Laval, Lis avec moi — qui promeut la lecture et la littérature chez les jeunes —, le diffuseur Co-Motion, l'encore neuve Mai-

son des arts de Laval, la grande Place Bell, l'Orchestre symphonique de Laval, la Rencontre Théâtre Ados, la Société d'histoire et Centre d'archives de Laval, même le parc de la Rivière-des-Mille-Îles... Et on en passe...

En 2024-2025, Culture Laval regroupait 170 membres, dont 44 organismes et 126 artistes individuels. La plupart travaillent en arts de la scène ; et on voit également une part importante d'artistes en arts visuels.

En 2018-2019, Culture Laval comptait 110 membres. La région semble donc attirer les artistes et compagnies ces temps-ci.

À lire aussi

- Un nouveau centre culturel sera érigé au centre-ville de Laval
- Idées | Pour mettre fin à l'indolence culturelle de Laval, il nous faut un Conseil des arts

« Demain matin, Laval m'attend... »

« Je pense effectivement qu'on est sur une poussée, renchérit M^{me} Sansregret, et que ça va continuer à augmenter. On reçoit beaucoup d'appels ; des compagnies qui veulent venir s'installer, ou organiser des activités satellites ; des artistes qui pensent déménager. »

« Il y a un effet de levier provoqué par notre rattrapage en culture qui se fait clairement sentir, mais on va se retrouver avec un goulot d'étranglement si les financements du CALQ et du ministère de la Culture sur notre territoire n'augmentent pas. »

Pourquoi Laval est-elle si mal desservie ? Petit soupir au bout du fil. « Il y a plusieurs raisons. La logique du développement culturel a beaucoup été axée sur Montréal ces dernières décennies. C'était une bonne chose. »

Mais tout change. Les transports ne sont plus aussi fluides. Ce n'est pas si simple désormais de partir de Laval pour aller voir un spectacle dans la métropole.

« On sent clairement un frein à l'exode vers Montréal, où se trouvaient avant toutes les possibilités : pour la formation en arts, l'enseignement, la carrière. Maintenant, on a quelques artistes qui nous parlent de faire leur carrière artistique à Laval... c'est tout nouveau encore, et ils ne sont pas nombreux. Mais c'est désormais une possibilité. »

Les gouvernements successifs, depuis le plan Partout, la culture (2018), ont aussi répété vouloir miser sur un développement plus équitable sur tous les territoires. Mais les chèques ne suivent pas, selon Culture Laval.

La municipalité a fait un immense chemin en culture ces dernières années. « Et ça marche. Mais on a besoin du provincial pour que ça tienne. » Le financement du fédéral a toujours été seulement complémentaire. « Et le développement des territoires, ça fait partie des responsabilités du gouvernement provincial », souligne la directrice.

Quelles sont les urgences, pour Culture Laval ? Financer la création, répond du tac au tac Rachel Sansregret. « On est dans un beau rattrapage en art public et en infrastructure, mais, pour la création, pour la relève, les sous ne suivent pas du tout. »

« Avec quoi on va les remplir, alors, ces beaux nouveaux lieux ? » demande la directrice. Installer un Conseil des arts à Laval serait également porteur, estime-t-elle. « Ça dépolitiserait la culture à Laval. Ça stabiliserait le financement municipal. Ça ferait avancer la professionnalisation des organismes et des artistes. »

On compte aujourd'hui dans la région 2080 emplois à temps plein en culture.

⇒ **Le Devoir, 2 décembre 2025, « Au théâtre, un manque de financement qui perdure », Catherine Lalonde.**

<https://www.ledevoir.com/culture/theatre/938220/theatre-manque-financement-perdure>

LEDEVOIR

Au théâtre, un manque de financement qui perdure

L'augmentation du budget du CALQ, au dernier budget, n'a pas résolu tous les problèmes.

Publié le 2 décembre



Photo: Maryse Boyce La pièce « Ici par hasard » n'a pas reçu ses subventions, se désole Élie St-Cyr, coordonnateur artistique du théâtre Périscope, à Québec.

Catherine Lalonde

Plusieurs compagnies programmées cette saison dans des théâtres importants, tels que le Centre du Théâtre d'Aujourd'hui, l'Espace Go ou le Périscope, n'obtiennent pas leurs subventions de production. Elles ne peuvent compléter leurs budgets. Certaines choisissent d'annuler les représentations. D'autres vont de l'avant, à leurs frais. Est-ce une génération de créateurs sacrifiés ? Regard sur une nouvelle saison des annulés. Premier texte de deux.

Des compagnies pallient le manque d'argent en montant leur propre campagne de financement, sachant que, même avec du succès de ce côté, elles arriveront, au mieux, « à faire le spectacle, en donnant des conditions de merde [aux] artistes et collaborateurs », comme le résume Jon Lachlan Stewart, de Surreal SoReal.

Cédrik Lapratte-Roy, 31 ans, sorti de l'école de théâtre en 2015, directeur de La moindre des choses, voit un problème de financement spécifique à une génération — la sienne.

Sa compagnie, comme toutes celles nommées ici, a été fondée il y a grosso modo dix ans. Aucune n'arrive à accéder à un financement au fonctionnement. Elles doivent redemander des sous à chaque projet. Des sous qui peuvent chaque fois être refusés.

Édith Patenaude, directrice artistique de l'Espace Go, durement touché par effet domino, estime aussi qu'une génération de créateurs est en train d'être sacrifiée à l'autel du mal-financement.

« L'enjeu est devenu systématique », écrit-elle au *Devoir*. Sur les deux saisons qu'elle a signées depuis son arrivée à Go, huit spectacles impliquaient l'apport financier des compagnies invitées. Six de ces spectacles « ont été sous-financés pour leur projet chez nous ».



Photo: Crédit photo: Maryse Boyce Écrite par Carolanne Foucher, la pièce « Ici par hasard » porte sur les retrouvailles d'une famille endeuillée.

L'augmentation considérable du budget du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), au dernier budget, n'a donc pas résolu tous les problèmes.

Et « c'est l'hécatombe du côté du Conseil des arts du Canada », poursuit M^{me} Patenaude. Cet apport vient habituellement compléter le montage financier. « On dirait que plus personne ne reçoit leur soutien. »

Selon la directrice artistique, ce mal-financement à la production touche les compagnies les plus excitantes des nouvelles générations, « celles qui ont fait leurs preuves et sont reconnues comme les nouvelles figures incontournables du théâtre contemporain québécois ».

« Elles ont le vent dans les voiles et doivent impérativement être soutenues pour se développer à la mesure de la vague qu'elles génèrent par des œuvres audacieuses, percutantes, à l'avant-garde de la pratique, » estime M^{me} Patenaude.

Pleurer Dans' Fête

« Le sentiment qui règne en ce moment au théâtre Périscope, à Québec, et chez moi, comme artiste, c'est de l'amertume », confie Élie St-Cyr, coordonnateur artistique.

Le Périscope fête cette saison son 40^e anniversaire. « 40 ans d'audace ! C'était aussi la première saison que je signalais », précise celui qui est arrivé en 2024 au théâtre.

Ce sera une fête triste. « J'ai quatre *shows* cette année qui vivent des impacts majeurs » de refus de subventions de production, sur une programmation de saison de neuf à dix spectacles.

M. St-Cyr détaille : *Ici par hasard*, de La moindre des choses, n'a pas reçu ses subventions. « Ils ont joué chez nous à perte, sans faire de profits, alors qu'on a eu des salles emplies à 80 % ».

Explosion, de Pleurer Dans' Douche, et *Bourdon*, de la Tôle, ont annulé les représentations prévues, faute de subventions. Et *Amaud pour Justine*, de Nous sommes ici et Venus à vélo, travaille avec un budget insuffisant.

« Ça fait mal. Pour notre public, c'est une équation difficile. Le comité artistique du Périscope [composé de 6 membres] choisit des *shows* qui sont refusés par les subventionneurs. »

« C'est dur d'avoir un lien de confiance qui se solidifie » dans ces conditions, poursuit-il.



Photo: Maryse Boyce La pièce «Ici par hasard» a été présentée en septembre dernier au théâtre Périscope.

Message aux futurs artistes

Édith Patenaude : « Si on ne soutient pas ces compagnies, qu'est-ce qu'on raconte pour les générations à venir ? Que tu peux bien travailler fort, être reconnu, respecté, attendu, et que tu seras abandonné par le système de subvention exactement au moment névralgique de ta carrière, lorsque tu croiras pouvoir compter sur un soutien indéniablement mérité ? »

Les compagnies interviewées par *Le Devoir* ne jettent pas de blâme. Elles accusent leur détresse, pas les conseils des arts. « Je ne remets pas le choix des jurys [de pairs, qui évaluent les demandes] en question », a précisé Jon Lachlan Stewart. Plusieurs artistes ont même siégé sur les jurys. Ils connaissent l'exercice.

« Je sais que ce sont des gens très éminents en théâtre sur les jurys. Mais peut-être qu'on devrait commencer à se poser des questions sur toutes les compagnies qui ont de l'argent au fonctionnement, et se demander si elles sont encore pertinentes. Ou comment on pourrait répartir les sous aussi pour la relève. » C'est aussi une question soulevée par le récent *Chantier sur les arts vivants*.

« Je crains, à long terme, un effondrement », pense le metteur en scène Cédrik Lapratte-Roy, de La moindre des choses. « La relève — et on n'est plus la jeune relève, là... — ne va pas survivre. *Glissant glissant* [aux subventions toutes refusées] sera peut-être mon dernier projet. »

« Si on abandonne tous, il n'y aura pas grand monde ensuite pour prendre le relais des institutions et des directions », enchaîne-t-il.

« Si notre génération lâche le théâtre, parce qu'on ne lui donne pas les moyens d'en faire... »

Sa phrase, comme ce futur, reste en suspens.

Un extrait de *Glissant glissant*

« On exige des artistes qu'ils construisent des cathédrales sans matériaux, sans main-d'œuvre et sans outils, dans le mépris le plus total de ceux-là mêmes qui les encenseront demain quand ils seront morts. »

Notre Culture va mal ! Réveillez-vous tabarnack ! Pour un artiste, la meilleure façon de prendre de la valeur, c'est de mourir. Parlez-en à Émile Nelligan, André Mathieu, Serge Lemoyne, Karim Ouellet, Karl Tremblay. Un bon artiste est un artiste mort. Fait que quand vous aurez fini de nous écoeurer avec vos estis de formulaires infinis pour obtenir que des refus, quand tous les artistes se seront tannés de se traîner à genoux dans leurs costumes de cheap labor, quand il n'y aura plus un seul spectacle, un seul livre, une seule toune, un seul dessin, une seule idée qui ne viennent de nous, ben là vous allez le voir que notre Culture est bel et bien morte pis nous on ira danser sur sa tombe. Il sera trop tard pour vous excuser, pour nous demander pardon. Pour ravoier votre Culture. Fuck off ! Vous vous en commanderez une sur Amazon. »

Un texte de François Ruel-Côté

Au Centre du Théâtre d'Aujourd'hui, en mars 2026

⇒ **Le Devoir, 17 décembre 2025, « Laval compte abolir sa politique d'art public », Catherine Lalonde.**

<https://www.ledevoir.com/culture/942195/laval-compte-abolir-politique-art-public>

LEDEVOIR

Laval compte abolir sa politique d'art public

La mesure accorde 1,75% du budget des projets majeurs financés par la Ville à l'intégration d'œuvres artistiques.

Publié le 17 décembre



Photo: Jean-Philippe Luckhurst-Cartier / Verticale — centre d'artistes S'inspirant du logo de la Ville de Laval, la murale «Modu-L-ation», de l'artiste Peter Gibson, a été inaugurée en 2015.

Catherine Lalonde

La Ville de Laval a voulu abandonner en catimini sa Politique municipale d'intégration de l'art public aux bâtiments et sites municipaux. Un courriel anonyme a alerté *Le Devoir* et les milieux artistiques de la ville. Ces derniers n'ont pas été consultés à ce sujet ni prévenus de cette recommandation.

À l'ordre du jour de la séance du comité exécutif de la Ville du 17 décembre, le point 60 entend « recommander au conseil d'abolir » cette politique lancée en 2021.

Certains y voient un recul pour le développement culturel de Laval, qui s'est accéléré dans la dernière décennie. D'autres attendront le dépôt prochain du budget de la culture pour se prononcer.

Pour « l'exercice budgétaire 2026, la Ville de Laval a dû faire des choix difficiles », confirme Carollane L. Gagnon, conseillère en affaires publiques pour la Ville.

« Mettre fin à la Politique municipale d'intégration de l'art public ne remet aucunement en question l'importance de l'intégration d'œuvres d'art aux infrastructures lavalloises », poursuit M^{me} Gagnon.

Le geste viserait « plutôt à revoir les mécanismes en place à la lumière de la situation financière actuelle et [à] permettre davantage de flexibilité ».

Lors de son adoption en 2021, cette politique avait été bien accueillie. Elle prévoit d'accorder 1,75 % du budget des projets financés par la Ville d'au moins 1 million de dollars à l'acquisition et à l'intégration d'œuvres artistiques dans tous les bâtiments et sites municipaux ouverts au public.

C'était une mesure plus ambitieuse que celle de Québec, communément appelée « politique du 1 % ». Or, « la hausse marquée des coûts des infrastructures et le contexte budgétaire exigent que la Ville revise ses façons de faire », a indiqué le cabinet du maire de Laval, Stéphane Boyer, réélu pour un deuxième mandat en novembre dernier.



Photo: Studio Lux L'œuvre «Système d'assemblage», de Ludovic Boney, surplombe les visiteurs de l'Espace citoyen des Confluents, dans l'est de Laval.

« L'objectif n'est pas de freiner la création, mais de se doter d'un cadre plus flexible, en dialogue avec le milieu culturel », ajoute le cabinet.

Culture Laval, qui regroupe tous les acteurs culturels de la troisième ville du Québec, n'a toutefois pas été consultée, et elle a dû demander une rencontre d'urgence, mardi, avec le cabinet.

« On est réceptifs à leur analyse, a résumé ensuite la présidente, Christine Huard. On nous dit que les engagements pris en culture pour 2025-2026 seront maintenus. On attend le prochain dévoilement du budget avant de se positionner. »

Absorber le coût des chantiers, abolir celui des œuvres

Après cette rencontre où le maire n'était pas présent, Culture Laval a fait le point par courriel auprès de certains de ses membres. La Ville jugeait la politique « contraignante pour certains gros

projets d'infrastructures à court et moyen terme », y lit-on.

Comme pour le projet de rénovation de l'usine d'épuration La Pinière, dont le coût est maintenant évalué à 300 millions de dollars. Ce projet donné comme exemple est pourtant sur la table de la Ville depuis une décennie, soit bien avant que Laval adopte sa politique d'intégration de l'art public.

« Avec le coût des matériaux qui ne cesse d'augmenter, ils n'auraient pas pu répondre aux exigences de la politique sans plomber le budget de construction et par le fait même augmenter le fardeau financier des citoyens », poursuit Culture Laval.

La Ville veut prendre un pas de recul. « Ceci étant, ils nous ont dit que le budget de la Ville en culture allait être bonifié en 2026 », indique-t-on encore dans le courriel.

L'art partout

Charlotte Panaccio-Letendre est directrice générale et artistique de Verticale — centre d'artistes depuis 15 ans. Pour elle, retirer cette politique est un recul. Sa force était de garantir l'ajout d'œuvres dans tous les bâtiments, non pas seulement ceux à usage culturel.

« Comme dans une caserne de pompiers », a-t-elle illustré, avant que l'exemple de La Pinière ne soit porté par la Ville. « Pour moi, c'est là que c'est important d'agir. » Car c'est lorsque l'art s'étend hors des lieux qui lui sont destinés « qu'une plus grande familiarisation du public aux œuvres et à l'art se développe ».

Photo: Adil Boukind Le Devoir Charlotte Panaccio-Letendre

Depuis l'adoption de sa politique, Laval a intégré 34 nouvelles œuvres à ses infrastructures. Auparavant, la collection municipale en comptait 50. Quatre autres œuvres sont prévues pour une installation en 2026, dont deux pour l'Épicentre-Culturel. Laval assure qu'elles seront maintenues.

Ironie de l'ordre du jour, le conseil doit aussi voter mercredi, juste après l'abolition de la politique, le contrat d'exécution pour l'œuvre de l'artiste Richard Purdy qui sera intégrée à l'Épicentre-Culturel dans le cadre de la Politique d'art public.

Déprofessionaliser

Pour le Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ), remettre ce genre de politique en question réduit les perspectives et les conditions de travail des artistes, et appauvrit l'expérience quotidienne des citoyens.

« Si la Ville de Laval choisit d'aller de l'avant et de repenser sa politique d'art public, la concertation avec le milieu artistique sera d'une nécessité primordiale afin d'assurer des processus justes, transparents et réellement adaptés aux réalités des pratiques d'art d'aujourd'hui », estime la directrice générale du RCAAQ, Catherine Bodmer.

Le Regroupement des artistes en arts visuels (RAAV) se positionne, de son côté, fermement contre le retrait de la politique d'art public de Laval.

À lire aussi

- Des dépenses culturelles anémiques pour la région de Laval
- La philanthropie culturelle traîne de la patte au Québec
- Cinq millions de dollars pour mieux faire voir les arts visuels

« Depuis plusieurs années, nous sommes préoccupés de voir certaines municipalités affaiblir leurs politiques d'art public au détriment des artistes et des principes de saine gouvernance, parfois pour favoriser des partenariats commerciaux. »

« Ces glissements contribuent à banaliser l'expertise artistique, à contourner les mécanismes d'évaluation par les pairs et à rendre le processus plus opaque », comme le prévoit sa directrice générale, Camille Cazin.

De plus, « les contrats en art public représentent une source de revenus non négligeable pour les artistes professionnels », rappelle le RAAV.

Ensemble, soutenons la réflexion

Média rigoureux et loyals, Le Devoir ne se contente pas de relater les faits. Nos journalistes vous offrent les clés pour mieux comprendre l'actualité d'ici et d'ailleurs. En soutenant notre mission, vous assurez la pérennité d'un journalisme indépendant, exigeant et engagé.

Je donne